

Table des matières

Préface	7
Avant-propos	11
Liste des abréviations	15
Introduction générale	19

Partie préliminaire **La mesure du mal : procédure législative** **et approche quantitative**

CHAPITRE 1 – LA CONSTRUCTION DES ÉCHELLES	35
Section 1 – La sélection des <i>items</i>	35
I. Des principes généraux aux spécificités juridiques	36
A. Les règles générales de la construction des échelles en sciences humaines	36
B. Les aménagements nécessaires à la construction des échelles en science du droit.....	38
II. Des questionnaires bruts aux échelles de mesure.....	40
A. La soumission des items aux experts-juges	40
1. Les questions relatives à l'échelle I.....	41
2. Les questions relatives à l'échelle P.....	42
B. L'opérationnalisation des items.....	44
1. Pour l'échelle I	44
2. Pour l'échelle P	46
Section 2 – La qualification des items	47
I. Les propriétés qualitatives des critères de qualification.....	48
A. Les qualités descriptives	48
B. Les hypothèses d'interaction	49
II. La justification des choix de critères de qualification	51
A. Pour l'échelle I.....	51
1. « Le domaine d'intervention relève d'une compétence régaliennne de l'État » (item 1.1).....	51

2. « Le domaine d'intervention occupe une place importante dans l'espace médiatique » (item 1.2).....	51
3. « Le domaine d'intervention est considéré comme un sujet important par les électeurs » (item 1.6).....	52
B. Pour l'échelle P	53
1. La procédure utilisée pour la rédaction du texte (item 2.1)	53
2. L'origine du texte (item 2.2).....	54
3. La participation du Gouvernement à l'élaboration du texte en commission (item 2.3).....	54
4. Le taux de modification du texte (item 2.4)	55
5. La modalité de vote du texte (item 2.5)	55
CHAPITRE 2 – L'EXPLOITATION DES ÉCHELLES.....	57
Section 1 – La sélection des textes étudiés	57
I. La définition des textes.....	57
A. La délimitation temporelle.....	57
B. La délimitation matérielle.....	59
II. L'échantillonnage des textes.....	60
A. Le nombre de textes.....	60
B. La sélection des textes.....	62
Section 2 – La récolte des données.....	63
I. Les agrégats.....	63
A. La nature des agrégats.....	63
B. L'interprétation des agrégats	64
II. Les coefficients de corrélation.....	65
A. La nature de la corrélation.....	65
B. L'interprétation de la corrélation.....	67
CONCLUSION DE LA PARTIE PRÉLIMINAIRE	71

Première partie

Les symptômes du mal : faiblesse du Parlement et procédure législative dysfonctionnelle

CHAPITRE 1 – LA POSITION DE FAIBLESSE DU PARLEMENT DANS LA PROCÉDURE LÉGISLATIVE.....	77
Section 1 – La théorie du contre-pouvoir parlementaire	77
I. Les bienfaits attendus de la fragmentation organique.....	77
A. Les objectifs généraux de la séparation des pouvoirs.....	78
B. Les objectifs spécifiques de la fragmentation organique de la fonction législative.....	80
II. Les missions du Parlement dans la fonction législative.....	82
A. La co-rédaction de la loi aux côtés du Gouvernement.....	82

B. La protection de la Constitution contre le Gouvernement.....	84
Section 2 – La réalité de la marginalité parlementaire.....	87
I. L’usage réduit par le Parlement des instruments juridiques à sa disposition	88
II. L’incapacité du Parlement à déterminer sa place dans la procédure législative	91
CHAPITRE 2 – LES COMPORTEMENTS DYSFUNCTIONNELS DES PARLEMENTAIRES DANS LA PROCÉDURE LÉGISLATIVE	95
Section 1 – La notion de dysfonctionnements législatifs interorganiques.....	95
I. La protection de la liberté politique par l’autonomisation de la fonction juridictionnelle.....	96
A. L’émancipation du pouvoir juridictionnel	96
B. La constitution du contre-pouvoir juridictionnel	98
II. La persistance de la liberté politique en l’absence de fragmentation matérielle de la fonction législative	100
a. L’absence établie de la fragmentation matérielle.....	101
b. La persistance avérée de la liberté politique	101
Section 2 – L’observation des dysfonctionnements législatifs interorganiques.....	104
I. La typologie des dysfonctionnements potentiels.....	105
A. L’échec gouvernemental	105
B. L’effacement parlementaire.....	108
II. L’analyse des dysfonctionnements constatés	110
A. L’utilisation parlementaire indifférenciée des droits procéduraux individuels, révélatrice d’une logique dysfonctionnelle	110
B. L’incongruence entre l’intérêt à intervenir et le poids procédural, facteur déterminant de l’apparition de dysfonctionnements	112
CONCLUSION DE LA PREMIÈRE PARTIE	115

Seconde partie

L’étiologie du mal : dévalorisation institutionnelle et stratégies parlementaires de revalorisation sociale

CHAPITRE 1 – LA DISQUALIFICATION DE LA DOGMATIQUE CONSTITUTIONNELLE DANS LA COMPRÉHENSION DE LA MARCHE DES INSTITUTIONS	121
Section 1 – L’échec de la revalorisation du Parlement par la réforme des textes	122
I. Les insuffisances de la révision constitutionnelle de 2008.....	122

II. Les effets pervers de la révision constitutionnelle de 2008.....	125
Section 2 – Les limites théoriques du droit constitutionnel écrit.....	130
I. L'échec prescriptif du droit constitutionnel écrit.....	130
II. L'échec descriptif du droit constitutionnel écrit.....	132
CHAPITRE 2 – LA FORCE EXPLICATIVE DE LA PSYCHOLOGIE SOCIALE DANS LA COMPRÉHENSION DU COMPORTEMENT PARLEMENTAIRE.....	137
Section 1 – La distinction organique comme entrave à la collaboration.....	137
I. Le biais de favoritisme pro-endogroupe.....	138
II. Le favoritisme endoorganique des acteurs de la procédure législative.....	141
Section 2 – La hiérarchie organique comme incitation à l'opportunisme	143
I. La théorie de l'identité sociale.....	143
A. Le développement d'une théorie globale des comportements intergroupes.....	143
B. L'applicabilité de la théorie aux relations entre Parlement et Gouvernement.....	148
II. L'unité fondamentale des comportements parlementaires dysfonctionnels.....	150
A. Les comportements dysfonctionnels de la majorité parlementaire.....	150
B. Les comportements dysfonctionnels de l'opposition	154
CONCLUSION DE LA SECONDE PARTIE	157
Conclusion générale	159
Bibliographie	163
Annexes	181
Table des matières	215